Zeitschrift: Ingénieurs et architectes suisses
Band: 122 (1996)
Heft: 8

Sonstiges

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'ingénieur, l'architecte et la pensée unique

Par Jean-Pierre Weibel, rédacteur en chef

Le *World Economic Forum* de Davos rassemble chaque année des chefs d'entreprise, des journalistes spécialisés et de médiatiques hommes politiques venus de tous les horizons. Sans aller jusqu'à la qualifier de grand-messe, cette rencontre se veut l'occasion de réaffirmer la doctrine salvatrice de notre monde en péril.

Le 9 février dernier, le *Journal de Genève et Gazette de Lausanne* intitulait « Le World Economic Forum, ou la réunion de la pensée unique » le compte rendu qu'il lui consacrait. Le chroniqueur justifiait ce titre en résumant le consensus attendu de la part des personnalités réunies à Davos : il n'existe point d'autre salut que dans la « flexibilité », la « déréglementation » et la « rigueur ».

Passons sur « la nécessité de "flexibiliser" un marché du travail trop rigide et détendre les filets trop serrés de la sécurité sociale » : il appartient aux syndicats de débattre de ce postulat.

Ce qui gêne, c'est la légitimité que s'arrogent des hommes d'affaires pour intervenir devant l'opinion publique sur des questions éminemment politiques. Il ne s'agit pas de petits brasseurs de modestes affaires, mais de la Table ronde européenne, groupant 45 dirigeants de grandes entreprises sous la houlette du PDG de Nestlé. Après le *Livre blanc* de M. de Pury et ses pairs, on se demande bien quel rôle reste aux hommes politiques dans la conduite d'un pays, si ce n'est d'appliquer les recettes des grands capitaines d'industrie. Le président de la Confédération Jean-Pascal Delamuraz peut bien rappeler que la maximisation des profits n'autorise pas à oublier le rôle et la dignité de l'individu, on ne fait que l'écouter poliment : il ne serait que l'un de ces « politiciens frileux, dont la vision s'arrête aux frontières de leur seule circonscription électorale » (source citée ci-dessus).

Les ingénieurs et les architectes suisses s'inquiètent des menaces que le législateur fait peser sur les conditions matérielles de l'exercice indépendant de leur profession par le biais de la loi sur la concurrence. Le message de Davos est bien plus menaçant : la mondialisation de la concurrence étant la clé du succès et l'économie primant sur toute autre considération, on peut imaginer à quelle sauce pourraient être mangés la majorité des bureaux d'étude, face à des groupes internationaux dont les projets seraient élaborés dans les pays offrant le cadre économique le plus avantageux.

Les perspectives ouvertes par la fusion de deux géants de la chimie bâloise illustrent fort bien ce qu'on peut attendre chez nous de la primauté de l'économie sur la politique. En effet, les conséquences sociales en seront douloureuses, avec un impact politique et économique face auquel nos magistrats sont largement impuissants.

Les suppressions d'emplois affaiblissent le pouvoir d'achat global et transfèrent les charges sociales vers les collectivités publiques. Or la réduction du déficit budgétaire des Etats constitue l'une des priorités des acteurs du Forum de Davos : il paraît inévitable que les grands travaux publics soient affectés par ce credo. On sait l'importance que revêtent les commandes publiques, non seulement pour l'existence des professionnels de la construction, mais également pour la qualité de l'environnement construit. L'ensemble de notre cadre culturel sera-t-il largement contrôlé par des chefs d'industrie et des *leaders* économiques pour lesquels la rentabilité prime sur les autres critères de la créativité ?